

jusqu'au milieu des années 90. Toutefois, le prochain «sommet» devrait être beaucoup moins élevé que le maximum engendré par l'explosion démographique.

L'évolution des effectifs au niveau secondaire ressemble à celle observée au niveau primaire, mais avec un écart de sept ou huit ans à cause de la différence d'âge. Entre 1966-67 et 1974-75, les effectifs ont augmenté de 32%, passant de 1,366,200 à 1,808,600. En 1976-77, ils étaient tombés à 1,704,900. On prévoit une baisse soutenue jusqu'à environ 1.4 million au début des années 90, suivie d'une augmentation. Le prochain chiffre record devrait se situer approximativement à 1.7 million, au tournant du siècle.

La diminution de la population scolaire à l'âge du niveau postsecondaire apparaîtra clairement au milieu des années 80. Depuis 1970-71, le taux d'inscription à temps plein au niveau postsecondaire s'est élevé de 18% à 20%. Si le taux se maintient aux environs de 20% pour le reste du siècle, cela signifie que les effectifs suivront l'évolution du groupe d'âge 18-24 ans. C'est ainsi qu'on devrait enregistrer un maximum d'environ 673,000 au début des années 80 et un minimum de 527,000 (baisse de 22%) au milieu des années 90. En l'an 2000, les effectifs seraient de nouveau en progression.

Enseignants. Le nombre d'enseignants à temps plein au niveau primaire-secondaire a diminué de 0.8% pour passer de 276,900 en 1975-76 à 274,700 en 1976-77. La diminution avait commencé en 1972-73, année où ils étaient 278,300. Cependant, comme le nombre d'enseignants n'avait pas diminué aussi rapidement que les effectifs, le nombre d'élèves par rapport au nombre d'enseignants a diminué chaque année. Sur le total de 1976-77, plus de la moitié (57%) était des femmes. La majorité enseignait de la première à la huitième année, tandis que 20% enseignait de la neuvième année en montant. Seulement 14% des directeurs et 16% des directeurs adjoints étaient des femmes.

Contrairement à la situation au niveau primaire-secondaire, le nombre d'enseignants à temps plein au niveau postsecondaire a continué à progresser. Le total enregistré pour 1976-77, soit 50,100, représente une augmentation de 4% par rapport à l'année précédente et un bond de 117% par rapport à 1966-67. La progression a été observée tant chez les enseignants des universités que chez les enseignants des établissements non universitaires, bien que chez ces derniers elle ait été plus rapide en raison de l'augmentation plus marquée des effectifs.

Diplômés. Plus d'un quart de million d'élèves (265,600) ont reçu leur diplôme d'études secondaires en 1975-76, ce qui représente une augmentation de 4% par rapport à 1974-75. L'ampleur de ces chiffres s'explique par la natalité élevée des années 50 et par la tendance croissante chez les jeunes à demeurer à l'école au moins jusqu'à la fin des études secondaires. Environ 60% des diplômés d'école secondaire s'inscrivent dans un établissement postsecondaire.

Pour 1976, les diplômes acquis décernés par les universités se répartissaient comme suit: baccalauréats et premiers grades professionnels 83,300, maîtrises 11,560, et doctorats acquis 1,690. Les chiffres correspondants pour 1978 devraient être 92,000, 12,200 et 1,820, soit des nombres plus élevés que jamais auparavant. On prévoit des augmentations annuelles jusqu'au début des années 80. En 1974-75, les établissements non universitaires ont décerné 53,200 diplômes, soit une augmentation de plus de 10,000 par rapport à 1970-71 (41,600).

Selon les estimations, les **dépenses au chapitre de l'enseignement** de la maternelle jusqu'aux études universitaires s'établissaient à \$15.1 milliards pour 1976-77, et selon les estimations provisoires le chiffre pour 1977-78 serait d'environ \$16.4 milliards. Sur le montant total dépensé en 1976-77, \$10.0 milliards étaient destinés à l'enseignement primaire-secondaire, \$4.1 milliards aux universités, \$1.0 milliard aux établissements non universitaires, et \$883 millions à la formation professionnelle.

Entre 1975-76 et 1976-77, les dépenses au titre de l'enseignement se sont accrues de 15%. La plus forte augmentation, soit 17%, a été enregistrée au niveau primaire-secondaire. Les dépenses pour les universités ont augmenté de 12% et pour les établissements non universitaires de 15%, tandis que pour la formation professionnelle l'augmentation a été de 5.2%.